



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008

CONTENU

Informations générales sélectionnées

Ron Kirk au poste de l'USTR	1
OMC : les USA peinent à convaincre la Chine, le Brésil et l'Inde	2

Investissement

Investissements directs étrangers : la Chine reconsidère	3
----------------------------------------------------------------	---

Hautes technologies

USA-Inde : La plus importante mission commerciale pour le nucléaire	4
---------------------------------------------------------------------------	---

Droits de propriété intellectuelle

Du nouveau sur l'ACAC	5
-----------------------------	---

Documents officiels et articles connexes	6
-------------------------------------------------------	----------

Informations générales sélectionnées

Ron Kirk au poste de l'USTR

21/12/08: Le Président élu, Barack Obama, a annoncé qu'il avait l'intention de nommer l'ex Maire de Dallas, Ron Kirk au poste de représentant américain pour le Commerce (USTR). Kirk a servi la ville de Dallas comme Maire de 1995-2001 et en 1994, il fut Secrétaire de l'État du Texas. Il a travaillé comme avocat-adjoint de la ville de Dallas (*Assistant City Attorney*) pour les relations gouvernementales et comme adjoint-politique au Sénateur Lloyd Bentsen. C'est avec 20 ans d'expérience dans le domaine de la consultation législative auprès de plusieurs entités gouvernementales et corporatives que Kirk succédera à l'actuelle USTR, Susan C. Schwab. D'ailleurs, Kirk fut nommé au prestigieux palmarès du *The National Law Journal* des 50 avocats les plus influents aux USA. Barack Obama a également annoncé la nomination de Hilda Solis au poste de Secrétaire au Travail, de Ray LaHood au poste de Secrétaire au Transport et de Karen G. Mills au poste d'Administrateur des petites et moyennes entreprises.

Déclaration du Barack Obama: « The appointees announced today will play an integral role in our efforts to turn our economy around. Daunting as the challenges we are inheriting may be, I'm convinced that our team and the American people are prepared to meet them. »

Sources: Inside US Trade, « Obama Names Kirk To USTR, Nominates Labor, Transportation, SBA Heads », December 21, 2008 - Vol. 26, No. 50.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008

OMC: les USA peinent à convaincre la Chine, le Brésil et l'Inde

12/12/18 : Les efforts des USA pour persuader la Chine, le Brésil et l'Inde d'ouvrir de plus belle leurs marchés aux produits industriels américains dans le cadre du Cycle de Doha ont échoué. Les trois pays en question ont refusé de participer aux initiatives sectorielles américaines dans le cadre de l'accord de modalités sur l'accès au marché non-agricole (NAMA). Le but des USA était de faire participer ces trois pays à une initiative sectorielle sur les exportations de produits chimiques américains et à une deuxième dans un autre domaine d'intérêts américains. Les options de la seconde initiative sont : machinerie lourde; équipements médicaux; produits pharmaceutiques; produits forestiers; produits électroniques. Les produits chimiques américains sont le deuxième plus important secteur pour les exportations des USA. En 2007, ils ont exporté plus de \$8,696,529,000 en produits chimiques à la Chine et un total de \$28,693,999,000 aux futurs pays signataires de NAMA. Pour la même année, les USA ont exporté \$16,277,988,000 à la Chine en produits électroniques et un total de \$58,192,778,000 aux futurs pays signataires de NAMA.

En ralliant le Brésil et l'Inde, les USA cherchaient à encourager la Chine à participer elle aussi dans de telles initiatives américaines. Cela dit, ni la Chine, ni l'Inde, ni le Brésil n'ont accepté de participer à ce genre d'initiatives sectorielles commerciales. Ces pays désirent négocier les termes sous lesquels les « accords sectoriels » entreront en vigueur et non pas seulement y participer. D'ailleurs, le Brésil a rejeté la proposition américaine et ne voit pas pourquoi il devrait participer dans de tels accords *ad hoc*, sur la simple base qu'il est membre du G7. Le Brésil a insisté sur le fait que d'autres importants partenaires commerciaux des USA comme la Corée du Sud ne font pas l'objet de ce genre de pressions commerciales.

Plus encore, l'Union Européenne (UE) aurait diminué sa participation dans les initiatives sectorielles américaines. Le 9 décembre dernier, des hauts-placés du bureau de la représentante américaine pour le Commerce, Susan C. Schwab (USTR), ont en effet fait état de cette décision des hautes instances commerciales européennes. L'UE a toujours fait preuve de réticence à l'égard des initiatives sectorielles américaines. Par l'entremise de ces ententes sur le commerce par secteur, les USA espéraient compenser l'affaiblissement de la formule de coupure des tarifs (*tarif-cutting formula*). Les pays en développement ont par ailleurs critiqué les USA de ne prendre des engagements que dans des secteurs servant uniquement les intérêts des exportateurs américains sans prendre d'engagements dans des secteurs servant leurs intérêts comme l'industrie du textile.

Sources: Inside US Trade, « U.S. Fails To Make Headway With New NAMA Sectoral Proposal », December 12, 2008 - Vol. 26, No. 49. WTO, *The December 2008 NAMA modalities text made simple*. [En ligne]: http://www.wto.org/english/tratop_e/markacc_e/guide_dec08_e.htm.



Investissement

Investissements directs: la Chine reconsidère

12/12/08 : Lors du dernier dialogue économique-stratégique US-Chine (SED) la semaine dernière, la Chine a déclaré qu'elle n'était pas prête à ouvrir son secteur bancaire à de plus amples investissements directs provenant des États-Unis (USA). Cette déclaration survint suite à une étude de la Commission pour la régulation bancaire de la Chine (CBRC) sur l'impact de l'augmentation des investissements directs étrangers dans le secteur bancaire chinois. Les délégués américains se sont empressés de réfuter la perception à l'effet que la crise financière que connaissent les États-Unis fut causée par la libre entrée de flux d'investissements directs étrangers (IDE). Conséquemment, la délégation américaine a tenu à souligner que ralentir l'investissement ou élever des barrières à l'investissement ne devraient pas figurer parmi les « moyens » de pallier la crise.

L'étude en question devrait être achevée à la fin de l'année 2008. Elle vise à évaluer la participation étrangère dans le secteur bancaire chinois. Actuellement, la participation étrangère dans une banque chinoise est limitée à 20% par investisseur et ne doit pas dépasser 25% au total. Un autre aspect de l'étude concerne la participation étrangère dans le secteur boursier chinois. Dans le cadre de la gestion d'actifs sous forme de *joint-venture*, la Chine limite actuellement la participation des sociétés de bourse étrangères à 49% (*maximum share holding*).

Depuis le commencement des SED sino-américains, l'augmentation des accords compensatoires (*equity caps*) liés aux aléas de la finance dans le secteur financier chinois constitue un des principaux objectifs des services financiers des États-Unis. Les représentants d'industries américaines avaient souhaité qu'avec cette étude, la CBRC puisse recommander aux hautes instances politiques de la Chine un réalignement de sa politique pour que soit octroyé aux banques, sociétés de bourses et autres entités financières américaines, plus de flexibilité et de contrôle sur la pénétration de leurs capitaux et sur leur croissance dans le secteur financier chinois. Mais avec la présente tempête financière, la possibilité que cet objectif se réalise est plutôt faible. Même l'avantage que les banques américaines pourraient amener en Chine en matière de savoir-faire ne constitue pas un argument assez puissant pour apaiser la vigilance des autorités bancaires chinoises.

Selon les propos d'un haut-placé de la délégation américaine recueillis par Scott Otteman d'*Inside US Trade*, la méfiance de la Chine s'explique par le climat d'instabilité qui règne sur les marchés boursiers internationaux et par



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008

l'avènement d'une récession mondiale. Suite à la crise financière aux USA, les dangers associés au manque de régulation financière sont aux premiers rangs des agendas politiques des États. De quoi venir ralentir en effet les flux d'investissements internationaux.

Source: *Inside US Trade*, « China Reluctant To Up Equity Caps For Foreign Banks, Securities Firms », December 12, 2008 - Vol. 26, No. 49.

Hautes technologies

US-Inde : La plus importante mission commerciale pour le nucléaire

09/12/08: Le U.S.-India Business Council (USIBC)—représentant plus de 300 firmes américaines et les grandes multinationales indiennes—de concert avec l'Institut de l'Énergie nucléaire (NEI) et le Département du Commerce des USA ont prévu pour le mois de janvier 2009, le début de la plus importante mission commerciale pour l'industrie nucléaire américaine en Inde.

Depuis leur rencontre le 27 novembre dernier, l'USIBC et la NEI ont augmenté leur délégation avec plus de 50 exécutifs représentant 30 des plus importantes firmes nucléaires du monde. La mission, connue sous le nom de *USIBC-NEI Mission*, constitue une formidable opportunité pour la coopération indo-américaine. En effet, il y a tout juste deux mois, un accord historique sur le nucléaire entre les deux pays fut conclu. Plusieurs hauts-placés de l'industrie nucléaire américaine avec l'aide d'experts Indiens et Américains ont fait pression pour que cet accord soit adopté et entériné par le Congrès afin d'en finir avec « l'isolement nucléaire » de l'Inde. Selon le président de l'USIBC, Ron Somers, l'émergence de l'Inde sur le marché mondial de l'énergie nucléaire après 34 ans d'isolement constitue un des plus importants succès de la politique économique étrangère des USA : « The resilience and bravery and remarkable restraint demonstrated across the country after the recent terrorist strikes in Mumbai are what make us so proud to be associated with India. U.S. companies look forward, more than ever, to forming linkages with Indian counterparts to share technologies that will benefit all humanity as we strengthen our economic bonds for the 21st Century. »

L'industrie nucléaire américaine domine le monde en termes de grandeur, de performance, d'innovation et d'ingénierie. Les USA sont le plus important producteur d'électricité nucléaire au monde avec 27% des capacités mondiales et plus de deux fois plus de réacteurs que la France (championne d'Europe de l'énergie nucléaire). Les USA produisent également, entre 1/2 et 1/3 du coût de production des autres géants du nucléaire.

Sources: *Inside US Trade*, « USIBC To Lead Nuclear Trade Mission To India In January », December 9, 2008 - Vol. 26, No. 49.



Droits de propriété intellectuelle

Du nouveau sur l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC)

18/12/18: Des négociations sur l'Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC) ont eu lieu à Paris du 15 décembre au 18 décembre dernier. Le panel fut présidé par des représentants de l'UE. Les pays qui ont participé aux discussions sont : l'Australie, le Canada, l'UE, la France, le Japon, la Corée du Sud, le Mexique, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, Singapour, la Suisse et les USA. La ministre française du Commerce, Anne-Marie Idrac a ouvert les discussions en réaffirmant l'engagement de l'UE envers la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) contre la piraterie et la contre-façon. Elle a également appelé à des négociations « ambitieuses et constructives ».

Cette rencontre est la quatrième dans la série de négociations sur l'ACAC. L'objectif principal de cet accord est d'établir des mesures pour *criminaliser* les infractions en matière de propriété intellectuelle en augmentant la coopération internationale, en renforçant les mesures contre la piraterie et la contre-façon ainsi qu'en créant des réseaux transnationaux pour renforcer les pratiques contribuant au respect de la loi.

Face à de nombreuses critiques de la société civile et des pays en développement les plus avancés, notamment la Chine, les participants se sont mis d'accord pour augmenter la transparence des dispositions de l'ACAC et pour partager le contenu des négociations avec le public.

Rappelons que ce qui distingue l'ACTA des autres accords internationaux en lien avec la propriété intellectuelle, c'est qu'il se négocie en marge—*stand-alone agreement*—des forums comme l'OMPI, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ou encore l'Organisation Mondiale des Douanes (OMD). À cet égard, le manque de clarté quant à la nécessité d'un autre Accord « au-dessus » de ceux déjà existants, pousse certains critiques à supposer que l'ACTA constitue une tentative d'imposer des règles beaucoup plus strictes qui ne pourraient être acceptées dans le cadre de forums multilatéraux impliquant des pays en voie de développement. Ce qui est particulièrement inquiétant est la possibilité que des citoyens sous enquête pour une infraction de DPI dans leur pays d'origine soient arrêtés aux frontières. Ainsi, les agents transfrontaliers auraient le droit de « fouiller » les ordinateurs ou d'autres objets voués au divertissement personnel comme les *iPods* par mesure de sécurité. En effet, les dispositions de l'ACTA en matière de coopération internationale mettent l'accent sur la création de liens organisationnels entre des organismes chargés de faire respecter la loi.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008

Enfin, selon le porte-parole de l'USTR, Scott Elmore, les participants ont confirmé leur intention de conclure l'ACAC le plus vite possible. D'ailleurs, ils ont prévu une autre séance de négociations au Maroc au mois de mars prochain.

Sources: *Inside US Trade*, « ACTA Talks Fail To Conclude By End Of 2008 », December 18, 2008 - Vol. 26, No. 50. USTR, *Statement from USTR Spokesman Scott Elmore On the Anti-Counterfeiting Trade Agreement (ACTA)*. [En ligne]: <http://www.ustr.gov/a>

Documents officiels et articles connexes

Luisa Fernandez, Fadhel Kaboub, Zdravka Todorova, *On Democratizing Financial Turmoil: A Minskian Analysis of the Subprime Crisis*, New-York: The Levy Economics Institute Working Paper no 548, 2008, 30p.

[En ligne]: http://www.levy.org/pubs/wp_548.pdf

Racheal Yeager *et al*, *International Labor Migration: A Responsible Role for Business*, San Francisco: Business for Social Responsibility, 2008, 68p.

[En ligne]: http://www.bsr.org/reports/BSR_LaborMigrationRoleforBusiness.pdf

The Department of the Treasury, *FY 2008 Financial Report of the United States Government*, Washington D.C.: Department of the Treasury, 2008, 194p.

[En ligne]: <http://www.gao.gov/financial/fy2008financialreport.html>

US Department of Justice, *Justice Department Files Antitrust Lawsuit Against Microsemi Corporation*, Washington D.C.: US Department of Justice, Antitrust Division, December 18 2008.

[En ligne]: http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/240549.htm

Robert Z. Lawrence, « Auto-bailout: Will Americans Demand the Cars Congress Wants the Big Three to Build? » *Financial Times' Economists' Forum*, December 11, 2008

[En ligne]: <http://www.iie.com/publications/opeds/oped.cfm?ResearchID=1073>

Martin Neil Baily, *Memo to the President: Rebuild Financial Institutions and Confidence*, Washington D.C.: Brookings Institute, Memo to the President no 6, December 11 2008.

[En ligne]: http://www.brookings.edu/papers/2008/1211_financial_memo.aspx

Bernard Hoekman, Alessandro Nicita, *Trade Policy, Trade Costs, and Developing Country Trade*, Washington D.C.: The World Bank Development Research Group Trade Team, December 2008, 23p.

[En ligne]:

http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&theSitePK=469382&piPK=64165421&menuPK=64166093&entityID=000158349_20081218090306



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
ceim@uqam.ca





Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 15 décembre 2008